

Etude de cas : le bassin caraïbe : interface américaine , interface mondiale

carte localisation

une méd américaine ?

L'idée d'une Méditerranée américaine, formulée par Alexandre de Humboldt et magistralement reprise par Elisée Reclus dans sa *Nouvelle Géographie Universelle* en 1891, s'appuie sur des analogies concernant les grands ensembles de relief observés de part et d'autre de l'Atlantique : des bassins maritimes fermés par des ensembles continentaux ou par des chaînes archipélagiques, des mondes de péninsules, de presqu'îles, d'archipels, de détroits, de canaux...

Après une longue période de disgrâce, particulièrement marquée en France, cette représentation est remise à l'honneur par l'équipe d'*Hérodote* qui consacre le numéro 27 de la revue, paru en 1982, à « la Méditerranée américaine ». D'autres géographes s'aventurent en proposant d'étendre ce concept à l'Asie du Sud-Est, à l'aire circumpolaire voire aux méditerranées atlantiques !

Les principales caractéristiques communes aux méditerranées sont les suivantes :

- elles rassemblent un grand nombre d'Etats et de territoires, autour d'un espace maritime semi fermé relevant du 2ème ordre de grandeur (plusieurs milliers de kilomètres) ;
- elles établissent, entre leurs rives, des relations intenses au travers des échanges économiques et des flux migratoires;
- elles présentent des inégalités marquées dont témoignent les écarts économiques et sociaux ;
- elles mettent en contact des aires culturelles ou de civilisations en situation de confrontation ou d'interpénétration ;
- situées sur la zone de fracture Nord Sud de dimension planétaire, elles remplissent des fonctions de *frontière ou d'interface*.

Le bassin caribéen est un espace de clivage socio-économique , culturel, politique . mais aussi une interface dynamique .

La désignation de cet espace géographique apparaît vers les années 1770 afin de désigner la mer située entre l'Amérique du sud et l'Amérique du nord (limite = isthme de Panama) sous l'expression de « Caribbean Sea » , (les français utilise plutôt le terme de mer des Antilles) la désignation de Caraïbe a au moins le mérite de reconnaître l'héritage amérindien

Une interface est une zone de contact entre deux espaces géographiques différents. Cette différence génère des flux qui entraînent en retour l'apparition de lieux spécifiques qui singularisent cet espace de contact.

Il existe en Géographie de nombreux types d'interface de nature différente : mer/continent, plaine/piémont/montagne, espace urbain/espace rural, pays développés/pays en voie de développement... interface culturelle... La mondialisation a favorisé la mise en évidence de nombreuses interfaces : les métropoles, les façades maritimes, les (aéro)ports...

En quoi est-ce une interface à la fois américaine et mondiale ?

I. Quelles sont les caractéristiques du bassin caribéen ?

A) Un espace difficile à définir

La carte diaporama :

- **fragmentation géographique :**

- un centre géographique constitué par les Grandes Antilles, un ensemble d'îles de grande taille comme Cuba (111 000 km² soit 3 fois et demie la Belgique), la Jamaïque et l'île d'Hispaniola (divisée en deux États, Haïti et la République dominicaine) ;

- des périphéries insulaires avec l'ensemble des Petites Antilles composées de micro-États ou de territoires ultramarins de l'Union Européenne ;

- des périphéries continentales constituées avec les littoraux des États d'Amérique du sud (Colombie, Venezuela et Guyana), les États d'Amérique centrale et les États du sud-est des États-Unis. C'est un ensemble dont l'océan Atlantique constitue la marge orientale, le Golfe du Mexique et la mer de la Caraïbe étant les espaces maritimes centraux.

Il y a donc une difficulté à trouver une unité à cet ensemble :

- sur le plan des superficies (plus de 230 000 km² pour les espaces étasuniens ouverts sur le Golfe du Mexique au 91 km² de l'île d'Antigua)

- sur le plan de l'ouverture maritime : ainsi, le Salvador ne bénéficie d'aucune façade atlantique. Peut-il être considéré comme un État appartenant à l'espace caraïbe ?

- sur la place dans le monde : le bassin caraïbe apparaît comme un angle mort et secondaire à l'échelle planétaire.

- **fragmentation politique :**

- **territoires non souverains** : héritage d'une colonisation qui s'est achevée tardivement (elle a donc duré 3 siècles sauf pour Haïti et l'Amérique centrale libérés au XIXe siècle) et les liens maintenus avec les métropoles sont forts :

(Anguilla, Bermudes, Îles Caïmans, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques et Montserrat) ; Antilles néerlandaises

départementalisation en 1946 pour les territoires français : Martinique, Guadeloupe, Guyane

États -Unis : Îles Vierges ; Porto Rico est un État librement associé

États souverains : grands États et Antilles décolonisées : les îles anglaises ont intégré le Commonwealth et ont système politique à l'anglo-saxonne ; fractionnement : îles partagées en 2 États comme St Domingue et Haïti ; à l'inverse, archipel formant un État comme les Bahamas

=> problèmes :

- la petite taille et l'émiettement (sauf pour les États continentaux les rend plus vulnérables face au géant que sont les États -Unis)

- tendance au fractionnement et à la revendication sécessionniste à cause de l'isolement géographique

- litiges essentiellement maritimes : droits de pêche

- Cuba : État à parti unique ; système non démocratique; mis au ban par les États -Unis

- **Fragmentation culturelle, démographique et linguistique**

- les principales langues qui y sont parlées sont : l'espagnol, l'anglais, différentes langues créoles, le français et le néerlandais

- une mosaïque de populations

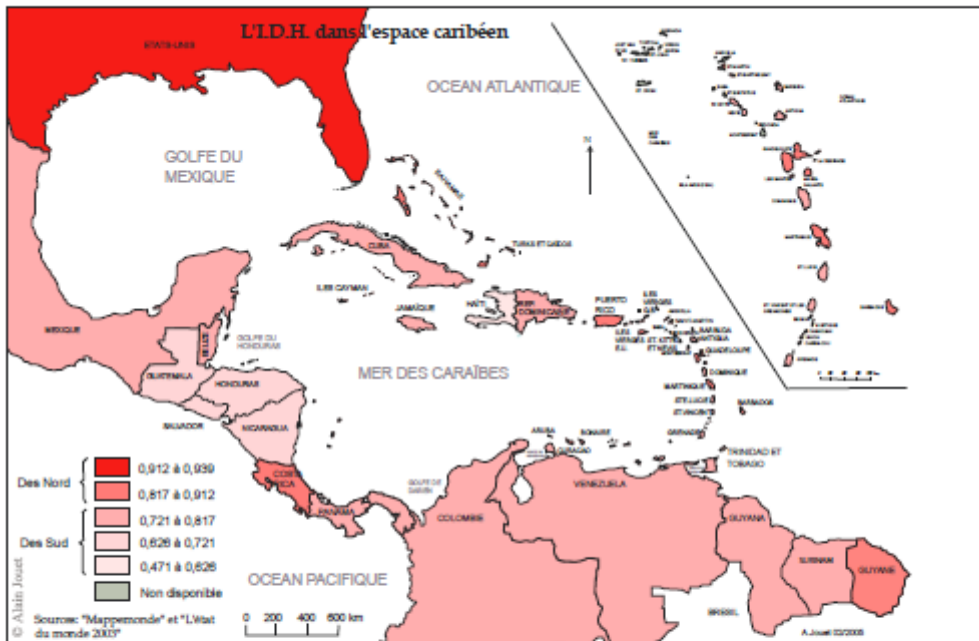
38 millions d'habitants (source TDC): ne prendre en compte que la bande côtière des grands États continentaux qui concentra la plus grande partie de la population. Dans l'archipel grand

écart entre les Grandes Antilles (îles millionnaires) et les petites Antilles (centaines de milliers d'habitants).

- production culturelle d'une grande vitalité dont la musique est la forme la plus connue

B) Une zone de fracture nord/sud ?

Le Nord de l'espace caribéen, qui ne forme pas un ensemble homogène (IDH compris entre 0,939 et 0,817) s'oppose à un Sud aux situations également variées (IDH entre 0,817 et 0,471).



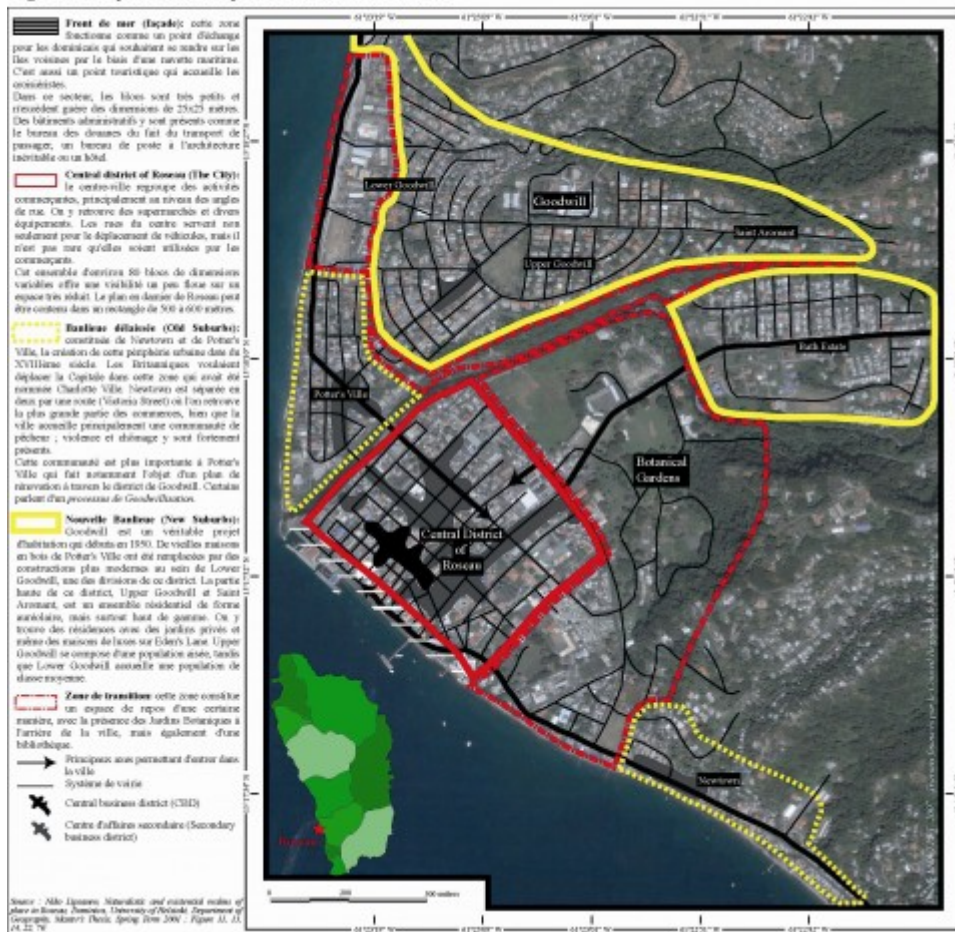
Au Nord, les États-Unis imposent leur stature de première puissance mondiale, occupant les premiers rangs dans les classements mondiaux du PIB par habitant (2ème rang) et de l'IDH (6ème rang). Un sous-ensemble regroupe les territoires caribéens dépendants de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la France dont le PIB/hab est supérieur à 12 000 \$ par an. Tous bénéficiant, dans des proportions variées, des subventions et aides européennes au titre des PTOM ou des RUP¹, relèvent de l'économie de transferts. Puerto Rico, Barbados et le Costa Rica se rattachent également à cet ensemble. Le Sud regroupe une grande diversité d'États et de territoires (de la puissance régionale, comme le Mexique, aux micro territoires insulaires) et se divise en trois groupes :

- la plupart des États continentaux, Panama et les Grandes Antilles ;
- les États de l'isthme ;
- Haïti.

Si les activités touristiques soutiennent le développement des petites îles et de la République dominicaine, l'extraction et le raffinage des hydrocarbures, les zones franches ainsi que certaines productions agricoles constituent la base des économies des pays continentaux. Cuba et Haïti occupent des positions extrêmes et atypiques : en effet, l'un est le seul représentant des PMA dans la région (avec un IDH égal à ceux des pays d'Afrique subsaharienne), l'autre, malgré un ratio PIB/hab faible, se classant honorablement dans le tableau des IDH, à égalité avec le Mexique.

Une seconde typologie, obtenue en croisant les niveaux de développement (IDH) et de revenus (PIB/hab), laisse entrevoir une organisation centres/périphéries.

Figure 2 - Représentation spatiale de la ville de Roseau



Exemple ville de Roseau La distinction entre pauvreté rurale et urbaine semble importante et il est possible d'identifier certains aspects qui témoignent de ces différences. La pauvreté rurale se manifeste le plus souvent par des difficultés d'accès aux services de santé ou encore à l'éducation, en raison d'un manque d'infrastructures. Au sein des villes, la pauvreté est plus visible et la population concernée plus vulnérable. Bien que la criminalité affecte toutes les couches de la société, les pauvres sont plus sujets à celle-ci en milieu urbain. La criminalité a pour conséquence de chasser les populations aisées vers l'extérieur.

Aujourd'hui, la population qui réside dans le centre de Roseau n'est pas importante et les lieux de résidence se trouvent essentiellement en périphérie (figure 2). Des villes comme Goodwill et Bath Estate, datant respectivement des années 1950 et 1980, constituent la nouvelle périphérie résidentielle de Roseau (Lipsanen, 2001)

À l'image de beaucoup de centres urbains antillais, l'exemple de Roseau est intéressant dans la mesure où il n'est pas très étendu et dispose de quartiers qui se différencient par des critères socioéconomiques clairement définis : le centre-ville (The central district of Roseau) n'accueille que très peu de résidents et les activités nocturnes sont très limitées. Dès le début du XIXe siècle, des banlieues se sont développées autour du centre urbain, avec l'établissement de Potter's Ville et de Newtown ; ensuite, à la faveur d'un vrai programme immobilier a été construit le quartier de Goodwill (Honynchurch, 2004). L'objectif de ce programme était de désengorger le secteur de Potter's Ville. Le quartier de Goodwill accueille toutefois une partie de la population aisée de Roseau, avec une hiérarchisation indirecte qui s'opère des parties les plus basses aux parties les plus hautes du district ; on retrouve à Lower Goodwill des maisons individuelles sans jardin privé occupées par une population de classe moyenne, tandis que les hauteurs du district (Upper Goodwill) accueillent des résidents bien plus aisés (Lipsanen, 2001). Goodwill a donc fait l'objet d'un « programme d'aménagement concerté » au cours des années 1950 et les fondements de ce programme consistaient à développer des logements pour les populations aisées

Conclusion

Les îles de la Caraïbe, sont sujettes à un phénomène de ségrégation socio-spatiale et socio-économique ; cela résulte de facteurs démographiques et économiques.

Les différents secteurs qui supportent l'économie, ne pouvant absorber l'intégralité des demandeurs d'emplois, se voient dans l'obligation d'en refuser un grand nombre ; le tourisme et les services financiers sont le plus souvent les secteurs d'activités les plus prometteurs, mais ils ne permettent pas de répondre à la demande du marché du travail. Cela se traduit par une importante émigration vers des îles comme la Grenade, la Dominique ou encore Saint-Vincent. L'absence d'emploi conjuguée à une croissance démographique positive, contribue à l'exclusion sociale et accentue aussi les déséquilibres régionaux internes. Ces inégalités se traduisent par une distribution irrationnelle des ressources, tant au niveau régional qu'au sein même de la population d'où des différences de revenus. Cette situation est donc très complexe, car elle résulte de nombreux facteurs qu'il est possible de mettre en relation ; l'instabilité macro-économique, la chute de la croissance économique, l'incapacité du marché du travail à répondre à toutes les demandes, la faible productivité et la modestie des salaires associées à un recul de la qualité des services sociaux, sont autant de facteurs qu'il faut prendre en considération

L'urbanisation caribéenne : effets et contrastes

Didier Moullet, Pascal Saffache et Anne-Laure Transler

II. Une interface à la fois américaine et mondiale

A) les flux économique

1. le canal de Panama et les routes maritimes

aujourd'hui ce canal de Panama, bientôt centenaire, est à la fois saturé par le nombre de navires désireux de l'emprunter et en même temps, délaissé par une fraction croissante de la flotte mondiale dont le gabarit excède celui des écluses du canal. Depuis plus de vingt ans, se pose le problème d'améliorer le transit par divers perfectionnements mais sans modifier la taille des écluses. Après près d'un siècle de propriété exclusive des Etats-Unis, le canal appartient depuis l'an 2000 au Panama, lieu de sa construction. En octobre 2006, cette jeune République a présenté à ses citoyens un projet d'élargissement du canal par la construction d'un troisième jeu d'écluses, projet qui a été approuvé par referendum à une large majorité.

Atlas caraïbe

La région du Canal attire chaque année plus d'un million de touristes dont un certain nombre passe le canal par les bateaux de croisière (plus de 300 par an). Pays devenu stable politiquement, échappant aux cyclones et aux tremblements de terre, Panama s'efforce d'attirer les résidents étrangers, en particulier les retraités Les projets immobiliers (dont une tour de 395m) se multiplient dans la baie de Panama et l'aéroport est un des plus fréquentés d'Amérique latine. Le long du canal se réalisent des lotissements privés et fermés de villas vendues à des étrangers qui y trouvent calme, sécurité et coût de la vie inférieur à celui des Etats-Unis. car c'est de ce pays que vient la grande majorité des visiteurs et des retraités mais une aussi une forte part des investissements.

, il reste important pour les flux de matières premières exportées (céréales) et importées (minerais, produits pétroliers); Il représente un passage obligé pour une part notable de leurs liaisons entre leurs clients du Pacifique asiatiques et latino-américains pour leur côté orientales et les Grands Lacs. Enfin, si le Southern Command a été déplacé de Balboa à Puerto-Rico, le traité de

1977 fait toujours du Canal le verrou méridional de la stratégie militaire caribéenne des Etats-Unis.

L'activité de la plupart des sites portuaires est celle du chargement d'une denrée, de **matières premières**, témoignant en cela de structures économiques encore marquées par le passé colonial : ports bananiers de la Mésio-Amérique, ports de la bauxite de la Jamaïque ou des hydrocarbures de Maracaibo.

Aujourd'hui les enjeux sont d'une autre nature. Les ports de la Caraïbe, outre la sévère concurrence qui s'est établie entre eux, doivent trouver leur place dans le concert portuaire mondial. Ils doivent présenter la caractéristique d'être sûrs (abri et protection contre les tempêtes cycloniques) d'accueillir bateaux aux tonnages et aux tirants d'eau toujours plus importants, d'être équipés pour assurer une efficacité maximum de transbordement (chargement, déchargement, distribution). Ce sont les sites possédant les engins capables d'accueillir les plus gros porte-conteneurs et de les traiter en un minimum de temps pour un coût le plus bas possible qui assurent le succès et sont fréquentés par les bâtiments appartenant ou affrétés par les *mega-carriers*.

Aussi les **grands hubs** redistributeurs de la Caraïbe sont-ils situés aux marges de la région. Le premier d'entre eux n'est pas Miami mais **San Juan de Porto Rico**, véritable porte d'entrée maritime, qui témoigne d'un site historique ancien et brillant, d'une place privilégiée (passage profond entre les îles, facilitant la liaison entre l'océan Atlantique, la mer des Caraïbes et le Golfe du Mexique). **Kingston fait presque jeu égal avec Miami** dont la position risque d'être bousculée par les aménagements actuels très modernes de Freeport aux Bahamas. Celui-ci bénéficie de sa proximité avec les grandes routes maritimes océaniques, des liaisons connexes denses avec un centre puissant, tel le Nord-Est des Etats-Unis.

Les autres grands ports sont ceux qui au débouché du Canal de Panama peuvent encore à l'heure actuelle assurer la jonction entre les océans Atlantique et Pacifique, et dans le même temps ont vu s'installer des zones franches qui assurent des productions et des services divers. Colon en reste le symbole.

A l'inverse les sites portuaires des Petites Antilles apparaissent trop excentrés, sans véritable arrière-pays pour jouer un rôle important ; ils présentent tous une balance des entrées, sorties très déséquilibrées au profit des premières. Il reste que la concurrence entre eux, donc à un autre niveau, reste féroce. Dans les jeux qui se jouent, Fort-de-France et Pointe-à-Pitre sont loin d'être gagnants face aux installations modernes du tout nouveau site de Vieux-Fort à Sainte-Lucie, à l'efficacité, à la certitude pour les transporteurs d'une paix sociale quasi assurée. Trop de conflits sociaux mal réglés, peu d'aménagements performants pour les ports des DFA, donc peu d'intérêt malgré le haut niveau de vie des populations.

Atlas Caraïbe Auteur : Monique Bégot

2. Les zones franches

La Caraïbe insulaire et sa bordure continentale apparaissent comme l'une des régions du monde les

mieux pourvues en **espaces dérogatoires de toutes sortes** : "zones franches", "paradis fiscaux", *duty free* et places financières *offshore*.

Il faut distinguer zones franches et paradis fiscaux. Les "zones franches", périmètres en général bien délimités, peuvent se réduire à quelques entrepôts (Port de Jarry en Guadeloupe), mais parfois atteindre des centaines d'hectares (Colón à Panamá). Les paradis fiscaux couvrent l'ensemble d'une île ou d'un État : ainsi les Turks-et-Caïcos, les Bahamas avec Freeport et Nassau.

Les nombreux **petits États à faibles ressources de la région** cherchent souvent à tirer profit de leur position, à des degrés différents et avec des fortunes diverses. Dans cette vaste surenchère, c'est à qui saura le mieux séduire et attirer la manne étrangère. Le client et l'investisseur sont rois et jouent sans complexes sur les avantages comparatifs : ici le particulier, là l'industriel, l'armateur, la société *off shore*, le touriste trouvent de substantiels avantages ... mais aussi le narcotraffiquant ou le gang maffieux qui en toute impunité blanchissent l'argent sale.

Saint-Domingue a systématiquement multiplié les zones franches industrielles (plus de vingt-cinq aujourd'hui). Les Bahamas et Saint-Martin misent à fond sur le tourisme de shopping grâce à leurs détaxes. Aux Caïmans, aux Turks-et-Caïcos, on attire capitaux et entreprises par d'exorbitantes facilités bancaires et fiscales. Les îles Caïmans sont ainsi considérées comme le paradis fiscal le plus important au monde et Panamá possède la quatrième flotte mondiale grâce à une législation très laxiste.

Des pays comme le Panama et la République Dominicaine connaissent une industrialisation grâce à des zones franches.

les flux financiers sont importants en raison de la proximité des États - Unis. Les paradis fiscaux sont nombreux : les Bahamas, les îles Caïmans passent pour être le 5ème centre financier du monde.

Il faut ajouter des flux illicites comme la contrebande de produits d'Asie du Sud Est et les routes de la drogue qui passent par les Antilles et les grandes îles ou le continent.

3. Les échanges économiques

Mais les échanges sont déséquilibrés par leur nature. Les exportations concernent surtout des produits primaires agricoles (comme la canne à sucre, les bananes, le café), les hydrocarbures pour certains États, la bauxite pour la Jamaïque.

Les échanges sont particulièrement faibles entre pays des Caraïbes parce que ils ont des productions similaires alors qu'ils importent surtout des produits manufacturés. Environ les 2/3 des échanges sont faits avec l'Amérique du Nord et l'Union européenne représente le deuxième partenaire.

Donc économie extravertie

B) les flux humains

1. Touristiques

Pour plusieurs îles de la Caraïbe, le tourisme est la première **activité économique**. C'est le cas pour les Bahamas qui, avec ses plus de 3,5 millions de touristes, constitue de loin le premier pôle touristique de l'archipel. 40 % d'un PIB qui s'est accru de plus de 5 % dans la fin des années 1990,

le tourisme y est omniprésent ; pour l'apprécier rapprochons ces chiffres de celui de la population : 250 000 habitants. c'est le cas également à l'autre bout de l'archipel, de Grenade. Cette place importante n'est pas l'apanage de petites entités, la Jamaïque, l'une des Grandes Antilles, connaît une situation similaire. Le troisième producteur mondial de Bauxite, l'île qui avait pensé asseoir son indépendance économique dans les années 1960 sur un développement industriel, a pour principale industrie aujourd'hui le tourisme. 300 millions de dollars US y ont été investis en 1999 principalement dans le tourisme. Cette activité en pleine croissance s'accommode mal de la forte insécurité qui règne en Jamaïque.

L'ordre de grandeur de la fréquentation touristique dans l'archipel des Grandes et Petites Antilles est de 20 millions de touristes par an. Jouent en leur faveur les qualités intrinsèques du climat et des paysages ainsi que l'absence de conflit armé dans la zone. La majeure partie de la clientèle touristique provient des États-Unis, une part plus faible vient d'Europe. Les trois premières destinations de la Caraïbe se situent au nord dans l'aire immédiate des États-Unis : les Bahamas qui accueillent plus de 3,5 millions de touristes, les Iles Vierges US et Porto Rico autour de 2 millions et la Jamaïque autour d'1,5 million. Viennent ensuite dans le classement d'affluence, Barbade, la Martinique, les Caïmans, Aruba, les Bermudes, mais le niveau d'affluence est moindre et n'atteint pas cette des trois premières. Les investissements pour le tourisme se multiplient, souvent de grands groupes internationaux s'y engagent, de grands complexes sont bâtis. La forte densification, l'urbanisation posent de nombreux **problèmes environnementaux** qui menacent la ressource même qui a suscité le développement touristique.

Le tourisme pratiqué est massivement balnéaire, mais un tourisme de croisière qui existe depuis longtemps connaît comme partout dans le monde un regain de vitalité. Le bassin Caraïbe s'y prête particulièrement bien, avec des escales possibles tous les jours d'une île à l'autre

- La Caraïbe est l'une des grandes aires touristiques mondiale pour différentes raisons : un environnement favorable (Sea, Sand, Sun), la proximité du pays le plus riche du monde, la révolution des transports (tourisme de croisière, baisse des prix et vitesse accrue) et des choix politiques pour diversifier des économies trop agricoles.

On compte 80 millions de touristes.

Les apports sont la création d'emplois, des recettes fiscales, des aménagements spatiaux. Le tourisme représente 30 %PNB en moyenne mais compte bien plus pour des petites îles.

Il induit en revanche une forte dépendance : le secteur dépend de l'extérieur par ses circuits d'approvisionnement alimentaire, par les contrats avec compagnies touristiques par le financement des infrastructures comme marinas par des capitaux étrangers. aussi le tourisme ne profite pas au pays autant qu'on pourrait l'espérer enfin les touristes sont volatiles et la concurrence est forte entre pays.

Les conséquences sont une littoralisation et une urbanisation de l'espace avec une concentration de la pollution et une dégradation des sites naturels d'où la réflexion sur la mise en place d'un tourisme durable.

2. Migratoire

Texte fiche élève

Les flux migratoires sont des flux sud nord : Jamaïque, Cuba, République Dominicaine, Haïti ; Petites Antilles sont les principales destinations de départ.

Les flux sont orientés vers les Etats -Unis (proximité géographique) et les anciennes métropoles pour les Petites Antilles.

Il existe des flux plus faibles Sud- Sud : Haïti vers République Dominicaine ou vers les Départements français pour les îles voisines pour des emplois à salaires plus bas notamment saisonniers agricoles.

C) Des partenaires commerciaux illustrant le déséquilibre économique

une interface américaine

-Depuis la fin du XIXe siècle, la diplomatie du dollar agit dans le secteur agricole (les « bananes dollars » produites par des multinationales comme Chiquita United Brands) des mines. Les investissements se sont diversifiés dans les industries légères, les infrastructures touristiques. les États-Unis assurent à eux seuls les deux tiers des échanges régionaux de marchandises.

Ils sont également les premiers émetteurs de touristes.

Enfin, ils sont le premier consommateur de la drogue produite au Sud.

dollarisation des économies (Panama)

Miami est donc la première métropole caribéenne: hub aéroportuaire, centre bancaire en relation avec les sites off shore ; porte d'entrée de l'émigration sud -américaine et caribéenne, premier port de croisière .

Les relations avec l'Union européenne sont marquées par la dépendance et sont moins prononcées qu'avec les États -Unis.

les échanges commerciaux sont moins forts qu'avec les EU

L'Europe est présente en Caraïbe par les PTOM (possessions anglaises et néerlandaises qui bénéficient d'accords avec l'Europe mais ne font pas partie de l'UE et les RUP (DFA) qui eux bénéficient de tout le système d'aide européen. Ainsi ces territoires ont un niveau de développement supérieur mais sont aussi marqués par la dépendance.

III. Une intégration régionale en cours mais difficile

A) Des organisations régionales

Il existe une organisation globale : L'OEA se revendique aujourd'hui comme le forum naturel pour le dialogue des pays des Amériques et des Caraïbes sur les questions politiques, sociales, éducatives, culturelles, scientifiques et technologiques

La zone Caraïbe pour développer ses échanges commerciaux a plusieurs organisations :

la plus importante par son poids est l'AEC,

Association des États de la Caraïbe (ou ACS en anglais) née en 1994 avec 25 membres pour lutter contre le projet de libre échange des États Unis (année de l'ALENA), Cuba y participe de même que les départements français mais c'est surtout un groupe de discussion en raison de la grande hétérogénéité de ses membres

.L'Association des États de la Caraïbe (AEC) (une coopération Sud -Sud).

La Convention créant l'AEC a été signée le 24 juillet 1994 à Carthagène, en Colombie, dans le but de promouvoir la consultation, la coopération et l'action concertée entre tous les pays de la Caraïbe. Elle compte 25 États Membres et trois Membres Associés.

Membres : Antigua-et-Barbude, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Colombie, le Costa Rica,

Cuba, la Dominique, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Christophe et Nièves, Saint-Vincent et les Grenadines, le Salvador, le Surinam, Trinité-et-Tobago, le Venezuela.

Membres Associés : Aruba, la France (au titre de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique) et les Antilles néerlandaises.

Fonctions : renforcement du processus régional de coopération et d'intégration afin de créer un espace économique élargi dans la région ; préservation de l'intégrité environnementale de la mer des Caraïbes qui est considérée le patrimoine commun des peuples de la région ; et promotion du développement durable de la Grande Caraïbe. Ses secteurs prioritaires actuels sont le commerce, le transport, le tourisme durable et les catastrophes naturelle

La **CARICOM**, communauté des Caraïbes, est née en 1973. Même si elle ne regroupe qu'une population modeste (15 pays) Elle a pour premier objectif la création d'une zone de libre échange et au Sommet de Montego Bay (2003) elle ouvre la voie à une plus large coopération politique et judiciaire cour de justice. Un sous -groupe l'Organisation des États des Caraïbes orientales OECO a une monnaie commune le EC\$ (dollar de l'Est Caraïbe et une banque centrale.

L'Amérique centrale a une zone de libre-échange (le G3 : Mexique, Colombie, Venezuela) et une union douanière : marché commun centre-américain, (MCCA).

L'Amérique latine est moins docile que par le passé envers les Etats -Unis et souhaite une normalisation des relations avec Cuba (qui d'ailleurs a intégré l'AEC). les Etats leaders sont extérieurs aux Caraïbes (Brésil) ou sont tournés vers l'Amérique centrale : le Venezuela a créé L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des Peuples (ALBA - TCP) en 2005 avec des pays essentiellement d'Amérique centrale et surtout avec Cuba, la Dominique mais les Caraïbes proprement dites manquent de possibilités d'autonomie.

B) mais polarisées par les États-Unis

la « Mare Nostrum » des EU : ils considèrent la zone comme un prolongement de leur territoire et exercent une influence importante

plan politique : depuis la doctrine Monroe, la politique du gros bâton légitime l'intervention en cas de mauvais gouvernement ; une théorie réactualisée avec la guerre froide et l'endiguement : Cf. politique de mise à l'écart de Cuba et le soutien aux gouvernements et mouvements hostiles à la gauche : contras du Nicaragua

Cuba sous protectorat concède Guantanamo au début du XXe siècle après occupation américaine ; Porto Rico statut de Commonwealth en 1917 et les habitants deviennent citoyens américains

Les États -Unis sont présents par l'ALENA avec le Mexique et ils ont pour objectif une **ZLEA zone de libre échange des Amériques**. En 2005 ils ont signé l'**Accord de libre-échange d'Amérique centrale** avec plusieurs pays d'Amérique Centrale.

Costa Rica, du Salvador, du Guatemala Honduras et République dominicaine

Le sommet des Amériques aux réunions périodiques illustre l'évolution de leurs rapports avec les pays d'Amérique latine. Les Etats -Unis ont comme préoccupations la réalisation du libre -échange, le maintien de l'embargo sur Cuba, la lutte contra la drogue et le contrôle des mouvements migratoires.

L'Union européenne peut-elle contrebalancer la pression américaine ?

- Des accords dans le cadre de l'aide au développement ont existé dans le passé avec les pays qui

forment le Cariforum (forum des pays ACP) : les conventions de Lomé avec les pays ACP ont instauré un système préférentiel d'achat de produits agricoles en provenance des Caraïbes. Il s'est poursuivi avec les Accords de Cotonou. Mais l'OMC les a dénoncé comme discriminatoires et ils ont été remplacé en 2008 par un **APE** (Accord de Partenariat Économique) qui oblige les pays des Caraïbes à ouvrir leurs économies et fait la promotion du développement durable.

Des fonds européens interviennent pour des programmes variés : urgence humanitaire ; tourisme durable... mais les États -Unis et le Canada font de même.

La coopération régionale est encouragée avec Interreg IV

C) la faiblesse des liens intra-caraïbes

les obstacles à la coopération régionale sont forts : Les petits pays d'Amérique centrale et des Antilles sont dépendants économiquement des États -Unis.

difficultés de circulation : les lignes aériennes sont moins développées

Leurs échanges intra-régionaux représentent ainsi moins de 10 % de leur commerce extérieur total. ces îles ayant les mêmes productions agricoles, elles ne peuvent guère commercer entre elles.

barrière des différences de monnaies, de langues, de la multiplicité des interlocuteurs politiques.

Présence de tensions liées à la délimitation de la ZEE.

CONCLUSION

une interface très complexe qui met en jeu des relations Nord-Sud et des relations Est-Ouest et souffre d'une cohérence interne qui reste encore, pour partie, à construire.

- H Sur le plan économique : C'est une interface qui a moins tiré son épingle du jeu que les NPI pays asiatiques ;
- H Sur le plan politique : la multiplicité des organisations régionales, la diversité (poids et politique) des États et territoires s'accompagnent de leur faiblesse d'action mais elle témoigne d'un souci de mise à distance des États -Unis (plus ou moins réelle).